



**PRÉFET  
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
34 avenue Maunoury  
BP 60723  
41007 Blois Cedex

Blois, le 19/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **TJ OUEST (CATROUX)**

3 rue du Clos Thomas  
Parc Euro Val de Loire  
41330 Fossé

Références : 2025 / 218  
Code AIOT : 0010012875

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2025 dans l'établissement TJ OUEST (CATROUX) implanté rue des Mardeaux ZAC du Bout des Hayes 41000 Blois. L'inspection a été annoncée le 20/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Suivi de l'APMD + astreinte journalière

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TJ OUEST (CATROUX)
- rue des Mardeaux ZAC du Bout des Hayes 41000 Blois
- Code AIOT : 0010012875

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Entrepôt logistique

#### Contexte de l'inspection :

- Suite à sanction

#### Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 14/12/2016, article 7.3.1.3	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Installations électriques (suivi du point résiduel de l'AP MED 9/01/2020)	Arrêté Préfectoral du 14/12/2016, article 7.3.2	Avec suites, Astreinte	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Installations électriques (suivi du point résiduel de l'AP MED 9/01/2020)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/12/2016, article 7.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>lors de la visite d'inspection du 26/11/2024</li><li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>

**AP d'autorisation du 14/12/2016** modifié, article 7.3.2 :

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

[...]

**AP de mise en demeure du 09/01/2020**, article 4 :

La société TJ OUEST [...] est mise en demeure de respecter sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 7.3.3 de l'arrêté d'autorisation du 14/12/2016 modifié afin que les installations électriques du site n'entraînent plus de risques d'incendie et d'explosion". **cf inspection du 25/06/2019**

**AP d'astreinte journalière administrative du 20/12/2023**, article 1 :

La société TJ OUEST exploitant de l'installation sise rue des Mardeaux ZAC du Bout des Hayes 41000 Blois est rendue redevable d'une astreinte journalière jusqu'à satisfaction de la mise en demeure signifiée par l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2020 susvisé. Cette astreinte prend effet à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté. **cf inspection du 20/07/2023**

**AP de liquidation partielle d'astreinte journalière administrative du 30/05/2024**, article 1 :

L'astreinte administrative journalière dont la société TJ OUEST, exploitant de l'installation sise rue des Mardeaux ZAC du Bout des Hayes 41000 Blois, est rendue redevable par l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2023, est partiellement liquidée pour la période du 26 décembre 2023 au 21 mars 2024. Cette période comporte quatre-vingt sept jours. Le montant de l'astreinte ayant été fixé à cent euros par jour de carence, il convient donc de recouvrer la somme de 8 700 €. **cf inspection du 22/03/2024**

**AP de liquidation partielle d'astreinte journalière administrative du 16/01/2025**, article 1 :

L'astreinte administrative journalière dont la société TJ OUEST, exploitant de l'installation sise rue des Mardeaux ZAC du Bout des Hayes 41000 Blois, est rendue redevable par l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2023, est partiellement liquidée pour la période du 22 mars 2024 au 26 novembre 2024. Cette période comporte 250 jours. Le montant de l'astreinte ayant été fixé à cent euros par jour de carence, il convient donc de recouvrer la somme de 74 000 €. **cf inspection du 26/11/2024**

**Constats :**

Le rapport de vérification des installations électriques en date du 07/03/25, réalisé par Bureau Veritas, a été présenté à l'inspecteur.

Il fait état de 4 observations dont 3 nouvelles et a donné lieu à la fourniture d'un Q18 en date du 05/03/25 indiquant que l'installation électrique "ne peut pas entraîner des risques d'incendie et

d'explosion".
L'article 4 de l'APMD susvisé est donc respecté.
PdC 1 : Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Désenfumage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/12/2016, article 7.3.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Désenfumage / plan
<b>Prescription contrôlée :</b>  (...) Un plan à jour des zones de désenfumage précisant l'emplacement des commandes manuelles de désenfumage est affiché à proximité des commandes de désenfumage. (...)
<b>Constats :</b>  L'inspecteur a pu constater la présence d'un plan reprenant les différents cantons (au sein de la cellule 3, cantons 5, 6, 14 et 15). Ce plan mentionne bien la localisation des commandes. Il serait toutefois opportun de faire figurer, de manière plus claire, la zone concernée et de retirer les numéros sur les coffrets car ils peuvent prêter à confusion.  PdC 2 : les plans des cantonnements doivent être modifiés.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°2] formulé
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois